

B.8.2. Wenn der in dieser Bestimmung verwendete Begriff «Dienste» in dem Sinne ausgelegt wird, daß der Fonds ermächtigt wird, direkt «Diensten» Subventionen zu erteilen, ist diese Bestimmung nicht mit den Bestimmungen der Zuständigkeitsverteilung vereinbar, da es aufgrund von Artikel 5 § 1 II Nr. 1 des obengenannten Sondergesetzes vom 8. August 1980 ausschließlich den Gemeinschaften obliegt, die Politik bezüglich der Einrichtungen für die Betreuung von Kindern zu führen, einschließlich ihrer Subventionierung und Tariffestsetzung.

B.8.3. Wenn derselbe Begriff «Dienste» in dem Sinne ausgelegt wird, daß eine ergänzende Familienbeihilfe den Anspruchsberechtigten von Familienbeihilfen für Lohnempfänger ausgezahlt wird als Beteiligung an den Kosten für die Betreuung von Kindern, die gemäß der derzeitigen Gesetzgebung zu Familienbeihilfen berechtigen und die unter den gesetzlich festgelegten Umständen Kinderbetreuungseinrichtungen anvertraut werden, für die die Gemeinschaften zuständig sind, ist die Beteiligung als eine Leistung der sozialen Sicherheit anzusehen, die zur föderalen Zuständigkeit gehört.

B.9. Da davon auszugehen ist, daß der Gesetzgeber beabsichtigte, die Grenzen seiner Zuständigkeiten einzuhalten, muß das angefochtene Gesetz auf die in B.7.1, B.7.2 und B.8.3 dargelegte Weise ausgelegt werden, die es mit den Bestimmungen über die Zuständigkeitsverteilung vereinbar macht.

B.10. Vorbehaltlich dieser Auslegung ist der einzige Klagegrund unbegründet.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

weist die Klage vorbehaltlich der in B.7.1, B.7.2 und B.8.3 angegebenen Auslegung zurück.

Verkündet in niederländischer, französischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 16. Juni 2004.

Der Kanzler,
P.-Y. Dutilleux.

Der Vorsitzende,
A. Arts.

COUR D'ARBITRAGE

[2004/202071]

Extrait de l'arrêt n° 107/2004 du 16 juin 2004

Numéro du rôle : 2798

En cause : le recours en annulation des articles 3, 4, 9 et 10, alinéa 1^{er}, du décret de la Communauté française du 27 février 2003 « modifiant les dispositions relatives aux études du secteur des sciences de la santé dans le décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques et dans la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires », introduit par R. Collet et autres.

La Cour d'arbitrage,

composée des présidents M. Melchior et A. Arts, et des juges R. Henneuse, L. Lavrysen, J.-P. Snappe, E. Derycke et J. Spreutels, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président M. Melchior,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 9 octobre 2003 et parvenue au greffe le 10 octobre 2003, R. Collet, demeurant à 1040 Bruxelles, rue des Aduatiques 62, A. Harmansa, demeurant à 6020 Dampremy, rue J. Wauters 48-1, M. Leroy, demeurant à 7742 Hérimmes-lez-Pecq, chaussée d'Audenarde 157, L. A. Nguyen Minh, demeurant à 7500 Tournai, chaussée de Douai 30, A. Nizigiyimana, demeurant à 7700 Mouscron, rue des Moulins 13, et E. Rwagasore, demeurant à 1200 Bruxelles, rue du Campanile 39, ont introduit un recours en annulation des articles 3, 4, 9 et 10, alinéa 1^{er}, du décret de la Communauté française du 27 février 2003 « modifiant les dispositions relatives aux études du secteur des sciences de la santé dans le décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques et dans la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires » (publié au *Moniteur belge* du 11 avril 2003, deuxième édition).

La demande de suspension des mêmes dispositions décrétales, introduite par les mêmes parties requérantes, a été rejetée par l'arrêt n° 176/2003 du 17 décembre 2003, publié au *Moniteur belge* du 8 mars 2004.

(...)

II. *En droit*

(...)

Quant aux dispositions entreprises

B.1.1. Le recours est dirigé contre les articles 3, 4, 9 et 10, alinéa 1^{er}, du décret de la Communauté française du 27 février 2003 « modifiant les dispositions relatives aux études du secteur des sciences de la santé dans le décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques et dans la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires » (ci-après : le décret du 27 février 2003).

B.1.2. L'article 3 du décret du 27 février 2003 remplace l'article 14, § 2bis, du décret de la Communauté française du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques (ci-après : décret du 5 septembre 1994) par ce qui suit :

« Ont seuls accès aux études de troisième cycle du secteur des sciences de la santé pour lesquelles, en vertu d'une législation fédérale, il existe une limitation du nombre de candidats ayant accès aux titres professionnels particuliers, les étudiants qui satisfont au § 1^{er} et qui sont titulaires d'une attestation spéciale.

Cette attestation spéciale est délivrée, lors de la demande d'admission, par une Commission interuniversitaire composée d'un nombre égal de membres issus des jurys des différentes institutions universitaires conférant le grade académique de troisième cycle visé. Elle n'est valable que pour les études pour lesquelles la demande d'admission est introduite et pour l'année académique de sa délivrance.

Pour la délivrance de ces attestations, les Commissions doivent respecter les règles et les conditions fixées par la législation fédérale en application des mesures de planification de l'offre des professions des soins de santé, ainsi que les autres conditions d'accès aux stages requis afin d'obtenir les titres professionnels particuliers. Chaque Commission sélectionne les candidats sur base d'un classement résultant pour moitié des résultats académiques de toutes les années d'études de second cycle, pour un quart des résultats particuliers des enseignements de second cycle directement liés au grade académique de troisième cycle visé et pour un quart d'une évaluation par la Commission des capacités et motivations spécifiques de l'étudiant pour briguer le titre professionnel particulier. Les règles de fonctionnement de chaque Commission précisent les modalités de ce classement.

Le Gouvernement fixe, sur avis collégial des recteurs des institutions concernées, les règles de fonctionnement des Commissions interuniversitaires. »

B.1.3. L'article 4 du décret du 27 février 2003 abroge les articles 14*bis* à 14*ter decies* du décret du 5 septembre 1994, qui prévoyaient les modalités d'application de l'ancien article 14, § 2*bis*, dudit décret.

B.1.4. L'accès au troisième cycle d'études en médecine est ainsi subordonné, outre au diplôme de docteur en médecine, à l'exigence d'une attestation délivrée à l'issue du deuxième cycle par une Commission interuniversitaire.

Ce régime d'accès limité au troisième cycle remplace de la sorte le système d'attestation délivrée à l'issue du premier cycle sur la base d'un avis favorable émis par une commission universitaire, prévu par l'ancien article 14, § 2*bis*, du décret du 5 septembre 1994, qui énonçait en son dernier alinéa :

« Cette disposition ne s'applique pas aux étudiants inscrits à une année d'études du deuxième ou du troisième cycle avant l'année académique 2000-2001. »

B.2.1. Les articles 9 et 10 du décret du 27 février 2003 contiennent deux dispositions transitoires.

B.2.2. L'article 9 dispose :

« Le présent décret produit ses effets pour l'année académique 2003-2004, à l'exception de l'article 4 qui produit ses effets dès l'année académique 2002-2003.

Le 1^{er} rapport visé à l'article 29*ter* du décret du 5 septembre 1994 tel que modifié par le présent décret est déposé au Parlement de la Communauté française au plus tard le 30 septembre 2003.

S'il échet, le gouvernement peut suspendre l'application du présent décret. L'arrêté suspensif doit être validé par le Parlement de la Communauté française dans le mois qui suit. Le gouvernement arrête les mesures permettant de sauvegarder les intérêts des parties concernées durant la période de suspension du décret. »

B.2.3. L'article 10, alinéa 1^{er}, du décret du 27 février 2003 établit un régime de priorités :

« Pour les années 2004 à 2007, les Commissions d'admission interuniversitaires accordent en priorité les attestations spéciales, successivement, aux porteurs d'une attestation d'avis favorable délivrée à l'issue des études du premier cycle en sciences médicales conformément aux anciennes dispositions de l'article 14*sexies* du décret du 5 septembre 1994 précité, puis aux étudiants admis aux études de deuxième cycle en vertu des dispositions de l'article 14*septies* du même décret, puis aux autres candidats. »

Quant à la recevabilité

B.3.1. Le Gouvernement de la Communauté française estime que les parties requérantes ne justifient pas de l'intérêt requis pour demander l'annulation des dispositions attaquées.

B.3.2. La Constitution et la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage imposent à toute personne physique ou morale qui introduit un recours en annulation de justifier d'un intérêt. Ne justifient de l'intérêt requis que les personnes dont la situation pourrait être affectée directement et défavorablement par la norme entreprise.

B.3.3. Les parties requérantes sont des étudiants inscrits, pour l'année académique 2003-2004, à la dernière épreuve de doctorat en médecine.

En leur qualité d'étudiants inscrits à la première épreuve de doctorat en médecine pour l'année académique 1999-2000, les requérants n'étaient soumis à aucune restriction pour l'accès aux études de troisième cycle en médecine, avant l'entrée en vigueur du décret du 27 février 2003, puisque l'ancien article 14, § 2*bis*, du décret du 5 septembre 1994 les excluait du champ d'application de celui-ci.

Echappant au champ d'application des articles 14*bis* à 14*septies bis* du décret du 5 septembre 1994, puisque ces dispositions ne concernaient que les étudiants soumis au régime d'accès limité prévu par l'ancien article 14, § 2*bis*, précité, les requérants n'ont donc jamais pu accéder aux régimes de priorité établis par l'article 10 du décret attaqué, fondés sur l'attestation d'avis favorable conformément à l'article 14*sexies* du décret du 5 septembre 1994 ou sur l'admission aux études de deuxième cycle en vertu de l'article 14*septies* du même décret.

B.3.4. Les requérants sont susceptibles d'être affectés directement et défavorablement dans leur situation par des dispositions qui créent à leur égard une condition supplémentaire d'accès aux études de troisième cycle en médecine, à savoir une attestation spéciale délivrée par une Commission interuniversitaire, et qui instaurent un régime de priorités dont ils ne peuvent bénéficier.

B.3.5. L'exception est rejetée.

Quant à l'étendue du recours

B.4. La Cour doit déterminer l'étendue du recours en annulation sur la base du contenu de la requête.

Les moyens sont dirigés contre les seuls articles 3, 9, alinéa 1^{er}, et 10, alinéa 1^{er}, du décret du 27 février 2003 « modifiant les dispositions relatives aux études du secteur des sciences de la santé dans le décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques et dans la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires ». Seules du reste ces dispositions sont susceptibles d'affecter directement la situation des parties requérantes.

Par conséquent, la Cour limitera son examen à ces seules dispositions.

Quant au fond

B.5. Les trois moyens invoqués par les requérants sont fondés sur le principe d'égalité et de non-discrimination garanti par les articles 10, 11 et 24, § 4, de la Constitution, ainsi que sur le droit à l'enseignement garanti par l'article 24, § 3, de la Constitution, combiné avec l'article 2 du Premier Protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme et l'article 13 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, lu conjointement ou non avec l'article 2 de ce Pacte.

Les trois moyens développent chacun un aspect d'une discrimination unique résultant du champ d'application *ratione personae* du décret en cause, qui traite de manière identique les étudiants inscrits à une année d'études du deuxième ou du troisième cycle en médecine avant l'année académique 2000-2001 et les étudiants inscrits pour la première fois en deuxième cycle lors de l'année académique 2000-2001 ou postérieurement, alors que ces catégories d'étudiants sont essentiellement différentes au regard de leurs perspectives d'accès au troisième cycle de médecine.

En effet, avant le décret entrepris, le régime de restriction d'accès au troisième cycle instauré par l'article 14, § 2*bis*, ancien, inséré dans le décret du 5 septembre 1994 par un décret-programme du 25 juillet 1996, ne s'appliquait pas aux étudiants inscrits à une année d'études du deuxième ou du troisième cycle avant l'année académique 2000-2001.

Le premier moyen

B.6. Le premier moyen est pris de ce que les articles 3 et 9 du décret entrepris instaurent à l'égard des étudiants inscrits en deuxième cycle avant l'année académique 2000-2001 une restriction d'accès aux études de troisième cycle qui n'existait pas à leur égard quand ils ont commencé et poursuivi leurs études de médecine. Puisqu'elles « trahissent les espérances légitimes » des requérants, ces dispositions auraient « l'effet d'une norme rétroactive », dépourvue de toute justification.

B.7.1. La Cour doit analyser si, en ne prévoyant plus une disposition transitoire analogue à celle de l'ancien article 14, § 2bis, du décret du 5 septembre 1994, les dispositions entreprises n'ont pas, de manière discriminatoire, porté atteinte aux droits des requérants.

B.7.2. Le droit à l'enseignement garanti par l'article 24, § 3, de la Constitution ne fait pas obstacle à une réglementation de l'accès à l'enseignement, en particulier de l'enseignement dispensé au-delà du temps de scolarité obligatoire, en fonction des besoins et des possibilités de la communauté et de l'individu. L'article 2 du Premier Protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme et l'article 13 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels - lu conjointement ou non avec l'article 2 de ce Pacte - n'empêchent pas non plus, si on les combine avec l'article 24 de la Constitution, que l'accès à l'enseignement supérieur soit soumis à des conditions relatives à la capacité des candidats étudiants, pour autant que le principe d'égalité soit respecté à cette occasion.

B.8.1. Lorsqu'un régime de restriction d'accès au troisième cycle en médecine a été instauré par le décret-programme du 25 juillet 1996, il était prévu que « [c]es dispositions ne s'appliquent pas aux étudiants qui auront été inscrits à une année d'études du deuxième ou du troisième cycle avant l'année académique 2000-2001. Elles ne toucheront donc pas les étudiants qui auront entamé leurs études de médecine avant l'année académique 1997-1998, pour autant qu'ils aient réussi leur troisième candidature avant l'année académique 1999-2000 » (*Doc. parl.*, Conseil de la Communauté française, 1995-1996, n° 96/4, pp. 2-3). « Ce qui est essentiel, c'est de donner dès maintenant un signal et d'avertir dès aujourd'hui les étudiants qui s'inscriront à l'avenir que l'accès aux professions médicales ne leur est pas garanti » (*Doc. parl.*, Conseil de la Communauté française, 1995-1996, n°96/1, p. 5, et n° 96/4, p. 16).

B.8.2. En réservant un traitement distinct aux étudiants inscrits à une année d'études du deuxième ou du troisième cycle en médecine avant l'année académique 2000-2001, l'ancien article 14, § 2bis, se fondait implicitement sur les attentes légitimes de ces étudiants et leur impossibilité de connaître le régime de restriction d'accès aux études de troisième cycle au moment où ils ont décidé d'entamer leurs études de médecine.

Ce critère de distinction a paru suffisamment objectif et pertinent au législateur décréteur pour justifier la disposition transitoire que contenait l'ancien article 14, § 2bis, modifié par un décret du 14 juillet 1997, selon laquelle ces étudiants ne seraient pas soumis à un régime de restriction de l'accès aux études de troisième cycle, même en cas d'échec au cours du deuxième cycle. Les travaux préparatoires du décret du 14 juillet 1997 prévoyaient en effet qu'en cas d'échec, l'étudiant inscrit en premier doctorat en 1999-2000 « ne devra pas être porteur de l'attestation pour aborder le troisième cycle » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 1996-1997, n° 164/4, p. 13).

B.8.3. Les étudiants inscrits en deuxième cycle avant l'année académique 2000-2001 pouvaient donc se fonder légitimement sur cette disposition transitoire pour considérer raisonnablement qu'ils disposeraient d'un accès libre aux études de troisième cycle en médecine.

B.9.1. L'article 3 du décret entrepris, en supprimant cette disposition transitoire, restreint l'accès des requérants aux études de troisième cycle en médecine d'une manière qui était pour eux imprévisible quand ils ont entrepris des études de médecine et les ont poursuivies.

B.9.2. S'il appartient en règle au législateur d'apprécier si un changement législatif doit s'accompagner de mesures transitoires, il ne peut cependant restreindre sans justification objective les droits qu'il avait lui-même créés, par une disposition transitoire, en vue de sauvegarder les espérances légitimes d'une catégorie de personnes, en supprimant cette disposition avant que celle-ci ait produit tous ses effets.

B.9.3. Or, ni les travaux préparatoires, ni les mémoires déposés par le Gouvernement de la Communauté française ne font apparaître - et la Cour n'aperçoit pas non plus - la justification du traitement identique actuel de situations que le législateur traitait, auparavant, différemment.

L'application au 1^{er} janvier 2004 d'une limitation fédérale de l'accès aux titres de médecin généraliste et de médecin spécialiste dans le cadre de la compétence fédérale de réglementer l'accès à la profession ne peut dispenser le législateur communautaire, dans l'exercice de sa compétence de réglementer l'accès aux études, du respect du principe d'égalité et de non-discrimination dans l'accès aux études, garanti par les articles 10, 11 et 24 de la Constitution.

B.9.4. En tant qu'ils s'appliquent aux étudiants inscrits à une année d'études du deuxième ou du troisième cycle en médecine avant l'année académique 2000-2001, les articles 3 et 9, alinéa 1^{er}, du décret du 27 février 2003 sont incompatibles avec les articles 10, 11 et 24, § 3, de la Constitution.

Les deuxième et troisième moyens

B.10. Le deuxième moyen critique la disposition transitoire portée par l'article 10, alinéa 1^{er}, du décret entrepris.

Pour l'octroi des attestations précitées, l'article 10, alinéa 1^{er}, prévoit des règles de priorité non différenciées, alors même que, selon les requérants, les situations auxquelles ce régime prioritaire s'applique ne peuvent concerner que les seuls étudiants inscrits en première année de doctorat pour l'année académique 2000-2001, à l'exclusion dès lors des étudiants qui, comme les requérants, l'ont été durant l'année 1999-2000. Dès lors, les requérants seraient d'office considérés comme d'« autres candidats » au sens de l'article 10, alinéa 1^{er}, avec pour effet de les placer au troisième rang des demandeurs d'une attestation d'accès.

B.11. Le troisième moyen estime en outre que ce troisième rang non prioritaire d'« autres candidats » traite de façon identique deux catégories essentiellement différentes d'étudiants ne disposant pas des avis ou attestations auxquels est subordonné le régime prioritaire prévu, à savoir les requérants, qui n'ont jamais été en mesure de se les procurer puisqu'ils n'étaient pas soumis à cette exigence d'attestation, et d'autres étudiants qui étaient soumis à cette exigence d'attestation, mais qui n'ont pas rempli les conditions nécessaires à leur délivrance.

B.12. Compte tenu de la constatation formulée en B.9.4, l'article 10 doit être interprété comme ne s'appliquant pas aux étudiants inscrits à une année d'études du deuxième ou du troisième cycle avant l'année académique 2000-2001.

Sous cette réserve d'interprétation, les moyens ne peuvent être accueillis.

Par ces motifs,

la Cour

- annule les articles 3 et 9, alinéa 1^{er}, du décret de la Communauté française du 27 février 2003 « modifiant les dispositions relatives aux études du secteur des sciences de la santé dans le décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques et dans la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires », en tant qu'ils s'appliquent aux étudiants inscrits à une année d'études du deuxième ou du troisième cycle avant l'année académique 2000-2001;

- sous la réserve d'interprétation exposée en B.12, rejette le recours pour le surplus.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 16 juin 2004.

Le greffier,

P.-Y. Dutilleul.

Le président,

M. Melchior.

ARBITRAGEHOF

[2004/202071]

Uittreksel uit arrest nr. 107/2004 van 16 juni 2004

Rolnummer 2798

In zake: het beroep tot vernietiging van de artikelen 3, 4, 9 en 10, eerste lid, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2003 « tot wijziging van de bepalingen aangaande de studies van de sector van de gezondheidswetenschappen in het decreet van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden en in de wet van 27 juli 1971 op de financiering van en het toezicht op de universitaire instellingen », ingesteld door R. Collet en anderen.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters M. Melchior en A. Arts, en de rechters R. Henneuse, L. Lavrysen, J.-P. Snappe, E. Derycke en J. Spreutels, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior, wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep en rechtspleging*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 9 oktober 2003 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 10 oktober 2003, hebben R. Collet, wonende te 1040 Brussel, Aduatukersstraat 62, A. Harmansa, wonende te 6020 Dampremy, rue J. Wauters 48-1, M. Leroy, wonende te 7742 Hérimmes-lez-Pecq, chaussée d'Audenarde 157, L. A. Nguyen Minh, wonende te 7500 Doornik, chaussée de Douai 30, A. Nizigiyimana, wonende te 7700 Moeskroen, Molensstraat 13, en E. Rwagasore, wonende te 1200 Brussel, Campanilestraat 39, beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 3, 4, 9 en 10, eerste lid, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2003 « tot wijziging van de bepalingen aangaande de studies van de sector van de gezondheidswetenschappen in het decreet van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden en in de wet van 27 juli 1971 op de financiering van en het toezicht op de universitaire instellingen » (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 11 april 2003, tweede uitgave).

De vordering tot schorsing van dezelfde decretale bepalingen, ingediend door dezelfde verzoekende partijen, is verworpen bij het arrest nr. 176/2003 van 17 december 2003, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 8 maart 2004.

(...)

II. *In rechte*

(...)

Ten aanzien van de bestreden bepalingen

B.1.1. Het beroep is gericht tegen de artikelen 3, 4, 9 en 10, eerste lid, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2003 « tot wijziging van de bepalingen aangaande de studies van de sector van de gezondheidswetenschappen in het decreet van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden en in de wet van 27 juli 1971 op de financiering van en het toezicht op de universitaire instellingen » (hierna : het decreet van 27 februari 2003).

B.1.2. Artikel 3 van het decreet van 27 februari 2003 vervangt artikel 14, § 2bis, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden (hierna : decreet van 5 september 1994) door wat volgt :

« Enkel de studenten die voldoen aan § 1 en die houder zijn van een bijzonder getuigschrift hebben toegang tot de studies van de derde cyclus van de sector van de gezondheidswetenschappen waarvoor, krachtens de federale wetgeving, een beperking bestaat van het aantal kandidaten die toegang krijgen tot speciale beroepstitels.

Dit bijzonder getuigschrift wordt bij de toelatingsaanvraag uitgereikt door een interuniversitaire commissie die bestaat uit een gelijk aantal leden van de jury's van de verschillende universitaire instellingen die de betrokken academische graad van de derde cyclus uitreiken. Dit getuigschrift is slechts geldig voor de studies waarvoor de toelatingsaanvraag is ingediend en voor het academiejaar waarin het is uitgereikt.

Voor de uitreiking van deze getuigschriften moeten de Commissies de regels en voorwaarden naleven die in de federale wetgeving zijn bepaald met toepassing van de maatregelen voor de planning van het aanbod van de beroepen voor de gezondheidsverzorging, alsook de andere voorwaarden voor de toegang tot de vereiste stages om de bijzondere beroepstitels te kunnen bekomen. Iedere Commissie kiest de kandidaten op grond van een rangschikking welke voor de helft voortvloeit uit de academische resultaten van alle studie jaren van de tweede cyclus, voor een vierde uit de bijzondere resultaten van de lessen van de tweede cyclus die rechtstreeks verband houden met de academische graad van de derde cyclus zoals bedoeld en voor een vierde uit een evaluatie door de Commissie van de specifieke capaciteiten en motivaties van de student om de bijzondere beroepstitels te bekomen. De werkingsregels van iedere Commissie verduidelijken de wijzen van deze rangschikking.

De Regering bepaalt, op collegiaal advies van de rectoren van de betrokken instellingen, de werkingsregels van de interuniversitaire Commissies. »

B.1.3. Artikel 4 van het decreet van 27 februari 2003 heft de artikelen 14bis tot 14ter decies van het decreet van 5 september 1994 op, die de nadere toepassingsregels van het vroegere artikel 14, § 2bis, van dat decreet bepaalden.

B.1.4. De toegang tot de derde studiecycclus in de geneeskunde wordt aldus, naast het diploma van doctor in de geneeskunde, onderworpen aan de vereiste van een getuigschrift uitgereikt na de tweede cyclus door een interuniversitaire commissie.

Die regeling van beperkte toegang tot de derde cyclus vervangt aldus de regeling van het getuigschrift uitgereikt na de eerste cyclus op grond van een gunstig advies gegeven door een universitaire commissie, voorgeschreven bij het vroegere artikel 14, § 2bis, van het decreet van 5 september 1994, dat in het laatste lid bepaalde :

« Deze bepalingen gelden niet voor studenten die vóór het academiejaar 2000-2001 ingeschreven waren voor een studiejaar van de 2^e en 3^e cyclus. »

B.2.1. De artikelen 9 en 10 van het decreet van 27 februari 2003 bevatten twee overgangsregelingen.

B.2.2. Artikel 9 bepaalt :

« Dit decreet wordt van kracht voor het academiejaar 2003-2004, met uitzondering van artikel 4 dat van kracht wordt vanaf het academiejaar 2002-2003.

Het eerste verslag zoals bedoeld in artikel 29ter van het decreet van 5 september 1994 zoals gewijzigd door dit decreet wordt uiterlijk op 30 september 2003 voorgelegd aan het Parlement van de Franse Gemeenschap.

Desgevallend kan de Regering de toepassing van dit decreet schorsen. Het schorsingsbesluit moet worden gevalideerd door het Parlement van de Franse Gemeenschap binnen de daaropvolgende maand. De Regering legt de maatregelen vast waarbij de belangen van de betrokken partijen tijdens de schorsingsduur van het decreet worden vrijgemaakt. »

B.2.3. Artikel 10, eerste lid, van het decreet van 27 februari 2003 houdt een voorrangregeling in :

« Voor de jaren 2004 tot 2007 geven de interuniversitaire toelatingscommissies de bijzondere getuigschriften bij voorrang achtereenvolgens aan de houders van een gunstig adviesattest uitgereikt op het einde van de studies van de eerste cyclus in de gezondheidswetenschappen overeenkomstig de vroegere bepalingen van artikel 14*sexies* van voornoemd decreet van 5 september 1994, nadien aan de studenten die zijn toegelaten tot de studies van de tweede cyclus krachtens de bepalingen van artikel 14*septies* van hetzelfde decreet, nadien aan de andere kandidaten. »

Ten aanzien van de ontvankelijkheid

B.3.1. De Franse Gemeenschapsregering is van mening dat de verzoekende partijen niet doen blijken van het vereiste belang om de vernietiging van de aangevochten bepalingen te vorderen.

B.3.2. De Grondwet en de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof vereisen dat elke natuurlijke persoon of rechtspersoon die een beroep tot vernietiging instelt, doet blijken van een belang. Van het vereiste belang doen slechts blijken de personen wier situatie door de bestreden norm rechtstreeks en ongunstig zou kunnen worden geraakt.

B.3.3. De verzoekers zijn studenten die voor het academiejaar 2003-2004 zijn ingeschreven voor de laatste proef van het doctoraat in de geneeskunde.

In hun hoedanigheid van studenten ingeschreven voor de eerste proef van het doctoraat in de geneeskunde voor het academiejaar 1999-2000, waren de verzoekers niet onderworpen aan enige beperking voor de toegang tot de studie van de derde cyclus geneeskunde, vóór de inwerkingtreding van het decreet van 27 februari 2003, vermits het vroegere artikel 14, § 2*bis*, van het decreet van 5 september 1994 hen van zijn toepassingsfeer uitsloot.

Aangezien zij buiten de toepassingsfeer van de artikelen 14*bis* tot 14*septies bis* van het decreet van 5 september 1994 vallen, vermits die bepalingen enkel betrekking hadden op de studenten die waren onderworpen aan de beperkte toegangsregeling die was voorgeschreven bij het voormelde vroegere artikel 14, § 2*bis*, hebben de verzoekers dus nooit toegang kunnen hebben tot de voorrangregeling die bij artikel 10 van het aangevochten decreet is vastgesteld, gegrond op het gunstig adviesattest overeenkomstig artikel 14*sexies* van het decreet van 5 september 1994 of op de toelating tot de studie van de tweede cyclus krachtens artikel 14*sexies* van hetzelfde decreet.

B.3.4. De verzoekers kunnen rechtstreeks en ongunstig in hun situatie worden geraakt door bepalingen die voor hen een bijkomende toegangsvoorwaarde creëren voor de studie van de derde cyclus in de geneeskunde, namelijk een bijzonder getuigschrift uitgereikt door een interuniversitaire commissie, en die een voorrangregeling invoeren die zij niet kunnen genieten.

B.3.5. De exceptie wordt verworpen.

Ten aanzien van de omvang van het beroep

B.4. Het Hof dient de omvang van het beroep tot vernietiging vast te stellen aan de hand van de inhoud van het verzoekschrift.

De middelen zijn enkel gericht tegen de artikelen 3, 9, eerste lid, en 10, eerste lid, van het decreet van 27 februari 2003 « tot wijziging van de bepalingen aangaande de studies van de sector van de gezondheidswetenschappen in het decreet van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden en in de wet van 27 juli 1971 op de financiering van en het toezicht op de universitaire instellingen ». Overigens kunnen enkel die bepalingen de situatie van de verzoekers rechtstreeks raken.

Bijgevolg zal het Hof zijn onderzoek tot die bepalingen beperken.

Ten gronde

B.5. De drie door de verzoekers aangevoerde middelen zijn gegrond op het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie dat door de artikelen 10, 11 en 24, § 4, van de Grondwet wordt gewaarborgd, alsmede op het recht op onderwijs dat wordt gewaarborgd door artikel 24, § 3, van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 2 van het Eerste Aanvullend Protocol bij het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens en artikel 13 van het Internationaal Verdrag inzake economische, sociale en culturele rechten, al dan niet in samenhang gelezen met artikel 2 van dat Verdrag.

In elk van de drie middelen wordt een aspect van één enkele discriminatie uiteengezet, voortvloeiende uit de toepassingsfeer *ratione personae* van het in het geding zijnde decreet, dat de studenten die waren ingeschreven voor een studiejaar van de tweede of de derde cyclus geneeskunde vóór het academiejaar 2000-2001 en de studenten die voor de eerste keer in de tweede cyclus waren ingeschreven tijdens het academiejaar 2000-2001 of later op een identieke manier behandelt, terwijl die categorieën van studenten wezenlijk verschillen wat hun perspectieven betreft voor toegang tot de derde cyclus in de geneeskunde.

Vóór het bestreden decreet was de regeling van beperkte toegang tot de derde cyclus, ingevoerd bij het vroegere artikel 14, § 2*bis*, dat in het decreet van 5 september 1994 werd ingevoegd bij een programmadecreet van 25 juli 1996, immers niet van toepassing op de studenten die waren ingeschreven voor een studiejaar van de tweede of de derde cyclus vóór het academiejaar 2000-2001.

Het eerste middel

B.6. Het eerste middel is afgeleid uit het feit dat de artikelen 3 en 9 van het bestreden decreet ten aanzien van de studenten ingeschreven in de tweede cyclus vóór het academiejaar 2000-2001 een beperking invoeren van de toegang tot de studie van de derde cyclus die voor hen niet bestond toen zij hun studie in de geneeskunde hebben aangevangen en voortgezet. Vermits zij « de gewettigde verwachtingen van de verzoekers beschamen », zouden die bepalingen « het effect van een terugwerkende norm » hebben, waarvoor geen enkele verantwoording bestaat.

B.7.1. Het Hof dient na te gaan of de bestreden bepalingen niet op een discriminerende manier inbreuk hebben gemaakt op de rechten van de verzoekers door niet meer te voorzien in een overgangsbepaling die analoog is met die van het vroegere artikel 14, § 2*bis*, van het decreet van 5 september 1994.

B.7.2. Het door artikel 24, § 3, van de Grondwet gewaarborgde recht op onderwijs staat een reglementering van de toegang tot het onderwijs, inzonderheid van het onderwijs dat wordt verstrekt na afloop van de leerplicht, op grond van de behoeften en de mogelijkheden van de gemeenschap en het individu, niet in de weg. Artikel 2 van het Eerste Aanvullend Protocol bij het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens en artikel 13 van het Internationaal Verdrag inzake economische, sociale en culturele rechten - al dan niet gelezen in samenhang met artikel 2 van dat Verdrag - staan, gelezen in samenhang met artikel 24 van de Grondwet, evenmin eraan in de weg dat de toegang tot het hoger onderwijs afhankelijk wordt gemaakt van voorwaarden die de bekwaamheid van de kandidaat-studenten betreffen, voor zover daarbij het gelijkheidsbeginsel in acht wordt genomen.

B.8.1. Toen een regeling tot beperking van de toegang tot de derde cyclus in de geneeskunde werd ingevoerd bij het programmadecreet van 25 juli 1996, werd gesteld dat « die bepalingen niet van toepassing zullen zijn op de studenten die vóór het academiejaar 2000-2001 zullen zijn ingeschreven voor een studiejaar van de tweede of de derde cyclus. Zij zullen dus geen weerslag hebben op de studenten die hun studie in de geneeskunde zullen hebben aangevat

vóór het academiejaar 1997-1998, voor zover zij geslaagd zijn voor hun derde kandidatuur vóór het academiejaar 1999-2000 » (*Parl. St.*, Franse Gemeenschapsraad, 1995-1996, nr. 96/4, pp. 2-3). « Van essentieel belang is dat nu reeds een signaal wordt gegeven en dat de studenten die zich in de toekomst zullen inschrijven, ervan worden verwittigd dat de toegang tot de medische beroepen voor hen niet gewaarborgd is » (*Parl. St.*, Franse Gemeenschapsraad, 1995-1996, nr. 96/1, p. 5, en nr. 96/4, p. 16).

B.8.2. Door de studenten die vóór het academiejaar 2002-2001 waren ingeschreven voor een studiejaar van de tweede of de derde cyclus in de geneeskunde verschillend te behandelen, steunde het vroegere artikel 14, § 2bis, impliciet op de gewettigde verwachtingen van die studenten en hun onmogelijkheid om kennis te nemen van de beperkingsregeling inzake de toegang tot de studie van de derde cyclus op het ogenblik waarop zij hebben beslist hun studie in de geneeskunde aan te vatten.

Dat criterium van onderscheid is voor de decreetgever voldoende objectief en pertinent gebleken om de overgangsbepaling te verantwoorden die vervat was in het vroegere artikel 14, § 2bis, gewijzigd bij een decreet van 14 juli 1997, overgangsbepaling volgens welke die studenten niet zouden worden onderworpen aan een beperkingsregeling inzake de toegang tot de studie van de derde cyclus, zelfs in geval van mislukking tijdens de tweede cyclus. In de parlementaire voorbereiding van het decreet van 14 juli 1997 was immers bepaald dat in geval van mislukking, de student die was ingeschreven in het eerste jaar van het doctoraat voor het academiejaar 1999-2000 « niet het getuigschrift zal moeten bezitten om de derde cyclus te kunnen aanvatten » (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 1996-1997, nr. 164/4, p. 13).

B.8.3. De studenten die vóór het academiejaar 2000-2001 waren ingeschreven voor de tweede cyclus, konden zich dus terecht op die overgangsbepaling beroepen om redelijkerwijze aan te nemen dat zij vrij toegang zouden hebben tot de studie van de derde cyclus in de geneeskunde.

B.9.1. Door die overgangsbepaling op te heffen, beperkt artikel 3 van het bestreden decreet de toegang van de verzoekers tot de studie van de derde cyclus in de geneeskunde op een manier die zij niet konden voorzien toen zij de studie van de geneeskunde hebben aangevat en hebben voortgezet.

B.9.2. Staat het in beginsel aan de wetgever te beoordelen of een wetwijziging gepaard moet gaan met overgangsmaatregelen, dan kan hij evenwel niet zonder objectieve verantwoording de rechten beperken die hij zelf, bij overgangsmaatregel, in het leven had geroepen om de gewettigde verwachtingen te vrijwaren van een categorie van personen, door die overgangsbepaling op te heffen vooraleer zij volledige uitwerking heeft kunnen hebben.

B.9.3. Noch uit de parlementaire voorbereiding, noch uit de memories die door de Franse Gemeenschapsregering zijn ingediend, blijkt evenwel - en het Hof ziet evenmin - de verantwoording van de huidige identieke behandeling van situaties die de wetgever vroeger verschillend behandelde.

De toepassing, op 1 januari 2004, van een federale beperking van de toegang tot de titels van huisarts en genesheer-specialist in het kader van de federale bevoegdheid om de toegang tot het beroep te regelen, kan de gemeenschapswetgever, bij de uitoefening van zijn bevoegdheid om de toegang tot de studie te regelen, niet ontslaan van zijn verplichting om het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie bij de toegang tot de studie, gewaarborgd bij de artikelen 10, 11 en 24 van de Grondwet, in acht te nemen.

B.9.4. In zoverre zij van toepassing zijn op de studenten die vóór het academiejaar 2000-2001 waren ingeschreven voor een studiejaar van de tweede of de derde cyclus in de geneeskunde, zijn de artikelen 3 en 9, eerste lid, van het decreet van 27 februari 2003 niet bestaanbaar met de artikelen 10, 11 en 24, § 3, van de Grondwet.

Het tweede en het derde middel

B.10. In het tweede middel wordt kritiek geuit op de overgangsbepaling die vervat is in artikel 10, eerste lid, van het bestreden decreet.

Voor de toekenning van de voormelde getuigschriften voorziet artikel 10, eerste lid, in niet-gedifferentieerde voorrangsregels, terwijl, volgens de verzoekers, de situaties waarop die voorrangsregeling van toepassing is, enkel betrekking kunnen hebben op de studenten die tijdens het academiejaar 2000-2001 waren ingeschreven voor het eerste jaar van het doctoraat, met uitsluiting derhalve van de studenten die, zoals de verzoekers, voor het academiejaar 1999-2000 waren ingeschreven. Derhalve zouden de verzoekers van rechtswege als « andere kandidaten » worden beschouwd in de zin van artikel 10, eerste lid, met als gevolg dat zij op de derde rang worden geplaatst van de aanvragers van een toegangsetuigschrift.

B.11. In het derde middel is bovendien gesteld dat die derde niet-prioritaire rang van « andere kandidaten » in een identieke behandeling voorziet van twee essentieel verschillende categorieën van studenten die niet beschikken over de adviezen of getuigschriften waaraan de voorgeschreven voorrangsregeling is onderworpen, namelijk de verzoekers, die nooit de mogelijkheid hebben gehad zich die adviezen of getuigschriften te verschaffen vermits zij niet aan die vereiste van een getuigschrift onderworpen waren, en andere studenten die aan die vereiste van een getuigschrift onderworpen waren, maar die de voorwaarden voor de uitreiking ervan niet vervulden.

B.12. Rekening houdend met de in B.9.4 gedane vaststelling dient artikel 10 in die zin te worden geïnterpreteerd dat het niet van toepassing is op de studenten die vóór het academiejaar 2000-2001 waren ingeschreven voor een studiejaar van de tweede of de derde cyclus.

Onder dat voorbehoud van interpretatie kunnen de middelen niet worden aanvaard.

Om die redenen,

het Hof

- vernietigt de artikelen 3 en 9, eerste lid, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2003 « tot wijziging van de bepalingen aangaande de studies van de sector van de gezondheidswetenschappen in het decreet van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden en in de wet van 27 juli 1971 op de financiering van en het toezicht op de universitaire instellingen », in zoverre zij van toepassing zijn op de studenten die vóór het academiejaar 2000-2001 waren ingeschreven voor een studiejaar van de tweede of de derde cyclus;

- onder het in B.12 uiteengezette voorbehoud van interpretatie, verwerpt het beroep voor het overige.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 16 juni 2004.

De griffier,

P.-Y. Dutilleux.

De voorzitter,

M. Melchior.

SCHIEDSHOF

[2004/202071]

Auszug aus dem Urteil Nr. 107/2004 vom 16. Juni 2004

Geschäftsverzeichnisnummer 2798

In Sachen: Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 3, 4, 9 und 10 Absatz 1 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 27. Februar 2003 «zur Abänderung der Bestimmungen bezüglich des Studiums im Bereich der Gesundheitswissenschaften im Dekret vom 5. September 1994 zur Regelung des Universitätsstudiums und der akademischen Grade sowie im Gesetz vom 27. Juli 1971 über die Finanzierung und die Kontrolle der Universitätseinrichtungen», erhoben von R. Collet und anderen.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden M. Melchior und A. Arts, und den Richtern R. Henneuse, L. Lavrysen, J.-P. Snappe, E. Derycke und J. Spreutels, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. *Gegenstand der Klage und Verfahren*

Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 9. Oktober 2003 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 10. Oktober 2003 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben R. Collet, wohnhaft in 1040 Brüssel, rue des Aduatiques 62, A. Harmansa, wohnhaft in 6020 Dampremy, rue J. Wauters 48-1, M. Leroy, wohnhaft in 7742 Hérimmes-lez-Pecq, chaussée d'Audenarde 157, L. A. Nguyen Minh, wohnhaft in 7500 Tournai, chaussée de Douai 30, A. Nizigiyimana, wohnhaft in 7700 Mouscron, rue des Moulins 13, und E. Rwagasore, wohnhaft in 1200 Brüssel, rue du Campanile 39, Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 3, 4, 9 und 10 Absatz 1 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 27. Februar 2003 «zur Abänderung der Bestimmungen bezüglich des Studiums im Bereich der Gesundheitswissenschaften im Dekret vom 5. September 1994 zur Regelung des Universitätsstudiums und der akademischen Grade sowie im Gesetz vom 27. Juli 1971 über die Finanzierung und die Kontrolle der Universitätseinrichtungen» (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 11. April 2003, zweite Ausgabe).

Die von denselben klagenden Parteien erhobene Klage auf einstweilige Aufhebung derselben Dekretsbestimmungen wurde mit Urteil Nr. 176/2003 vom 17. Dezember 2003, das im *Belgischen Staatsblatt* vom 8. März 2004 veröffentlicht wurde, zurückgewiesen.

(...)

II. *In rechtlicher Beziehung*

(...)

In bezug auf die angefochtenen Bestimmungen

B.1.1. Die Klage richtet sich gegen die Artikel 3, 4, 9 und 10 Absatz 1 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 27. Februar 2003 «zur Abänderung der Bestimmungen bezüglich des Studiums im Bereich der Gesundheitswissenschaften im Dekret vom 5. September 1994 zur Regelung des Universitätsstudiums und der akademischen Grade sowie im Gesetz vom 27. Juli 1971 über die Finanzierung und die Kontrolle der Universitätseinrichtungen» (nachstehend: das Dekret vom 27. Februar 2003).

B.1.2. Artikel 3 des Dekrets vom 27. Februar 2003 ersetzt Artikel 14 § 2bis des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 5. September 1994 zur Regelung des Universitätsstudiums und der akademischen Grade (nachstehend: Dekret vom 5. September 1994) durch folgenden Text:

«Nur die Studenten, die § 1 entsprechen und die Inhaber einer besonderen Bescheinigung sind, haben Zugang zum Studium des dritten Zyklus des Sektors der Gesundheitswissenschaften, für das aufgrund der föderalen Gesetzgebung eine Begrenzung der Anzahl Bewerber, die Zugang zu besonderen Berufstiteln haben, gilt.

Diese besondere Bescheinigung wird bei dem Antrag auf Zulassung durch eine universitätsübergreifende Kommission ausgestellt, die aus einer gleichen Anzahl von Mitgliedern aus den Prüfungsausschüssen der einzelnen Universitäten, die den betreffenden akademischen Grad des dritten Zyklus verleihen, besteht. Sie gilt nur für die Studien, für die der Antrag auf Zulassung eingereicht wird, und für das akademische Jahr, in dem sie ausgestellt wird.

Zum Ausstellen dieser Bescheinigungen müssen die Kommissionen die Regeln und Bedingungen einhalten, die durch die föderale Gesetzgebung in Anwendung der Maßnahmen zur Planung des Angebots der Berufe der Gesundheitspflege festgelegt wurden, sowie die anderen Bedingungen für den Zugang zu den Praktika, die für den Erhalt der besonderen Berufstitel erforderlich sind. Jede Kommission wählt die Bewerber anhand einer Einstufung aus, die sich zur Hälfte aus den akademischen Ergebnissen aller Studienjahre des zweiten Zyklus, zu einem Viertel aus den besonderen Ergebnissen des Unterrichts des zweiten Zyklus, die direkt mit dem betreffenden akademischen Grad des dritten Zyklus zusammenhängen, und zu einem Viertel aus einer Beurteilung der Fähigkeiten und spezifischen Motivation des Studenten zur Erlangung des besonderen Berufstitels ergibt. In den Regeln über die Arbeitsweise der einzelnen Kommissionen werden die Einstufungsmodalitäten festgelegt.

Die Regierung legt auf eine kollegiale Stellungnahme der Rektoren der betreffenden Universitäten hin die Regeln bezüglich der Arbeitsweise der universitätsübergreifenden Kommissionen fest.»

B.1.3. Artikel 4 des Dekrets vom 27. Februar 2003 hebt die Artikel 14bis bis 14ter decies des Dekrets vom 5. September 1994 auf, in denen die Anwendungsmodalitäten des ehemaligen Artikels 14 § 2bis des Dekrets vorgesehen waren.

B.1.4. Der Zugang zum dritten Zyklus des Medizinstudiums hängt somit nicht nur vom Diplom eines Doktors der Medizin, sondern auch von einer vorgeschriebenen Bescheinigung ab, die am Ende des zweiten Zyklus von einer universitätsübergreifenden Kommission ausgestellt wird.

Diese auf den dritten Zyklus begrenzte Zugangsregelung ersetzt auf diese Weise das System der Bescheinigung, die am Ende des ersten Zyklus auf der Grundlage einer befürwortenden Stellungnahme einer Universitätskommission gemäß dem ehemaligen Artikel 14 § 2bis des Dekrets vom 5. September 1994 ausgestellt wurde; dessen letzter Absatz besagte:

«Diese Bestimmung gilt nicht für Studenten, die vor dem akademischen Jahr 2000-2001 in einem Studienjahr des zweiten oder dritten Zyklus eingeschrieben waren.»

B.2.1. Die Artikel 9 und 10 des Dekrets vom 27. Februar 2003 enthalten zwei Übergangsregelungen.

B.2.2. Artikel 9 besagt:

«Dieses Dekret ist wirksam für das akademische Jahr 2003-2004, mit Ausnahme des Artikels 4, der ab dem akademischen Jahr 2002-2003 wirksam ist.

Der erste Bericht, auf den sich Artikel 29ter des Dekrets vom 5. September 1994 in der durch dieses Dekret abgeänderten Fassung bezieht, wird spätestens am 30. September 2003 im Parlament der Französischen Gemeinschaft hinterlegt.

Gegebenenfalls kann die Regierung die Anwendung dieses Dekrets aussetzen. Der Aussetzungserlaß muß vom Parlament der Französischen Gemeinschaft innerhalb des darauffolgenden Monats bestätigt werden. Die Regierung legt die Maßnahmen zur Wahrung der Interessen der betroffenen Parteien während des Zeitraums der Aussetzung des Dekrets fest.»

B.2.3. Artikel 10 Absatz 1 des Dekrets vom 27. Februar 2003 legt eine Vorrangsregelung fest:

«Für die Jahre 2004 bis 2007 gewähren die universitätsübergreifenden Zulassungskommissionen die besonderen Bescheinigungen vorrangig zunächst den Inhabern einer Bescheinigung einer befürwortenden Stellungnahme, die am Ende des Studiums des ersten Zyklus der medizinischen Wissenschaften gemäß den ehemaligen Bestimmungen von Artikel 14*sexies* des vorgenannten vom 5. September 1994 ausgestellt wurde, sodann den Studenten, die aufgrund der Bestimmungen von Artikel 14*septies* desselben Dekrets zum Studium des zweiten Zyklus zugelassen wurden, und anschließend den anderen Bewerbern.»

In bezug auf die Zulässigkeit

B.3.1. Die Regierung der Französischen Gemeinschaft ist der Auffassung, die klagenden Parteien wiesen nicht das erforderliche Interesse zur Beantragung der Nichtigkeitsklage der angefochtenen Bestimmungen nach.

B.3.2. Die Verfassung und das Sondergesetz vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof erfordern, daß jede natürliche oder juristische Person, die eine Nichtigkeitsklage erhebt, ein Interesse nachweist. Das erforderliche Interesse liegt nur bei jenen Personen vor, deren Situation durch die angefochtene Rechtsnorm unmittelbar und ungünstig beeinflusst werden könnte.

B.3.3. Die klagenden Parteien sind Studenten, die für das akademische Jahr 2003-2004 im letzten Studienjahr des Doktorats in Medizin eingeschrieben sind.

In ihrer Eigenschaft als Studenten, die für das akademische Jahr 1999-2000 im ersten Studienjahr des Doktorats in Medizin eingeschrieben waren, unterlagen die klagenden Parteien keinerlei Begrenzung hinsichtlich des Zugangs zum Studium des dritten Zyklus der Medizin, bevor das Dekret vom 27. Februar 2003 in Kraft getreten ist, da der ehemalige Artikel 14 § 2*bis* des Dekrets vom 5. September 1994 sie von dessen Anwendungsbereich ausschloß.

Da die Artikel 14*bis* bis 14*septies bis* des Dekrets vom 5. September 1994 nicht auf sie anwendbar waren, da diese Bestimmungen nur die Studenten betrafen, die der im obenerwähnten ehemaligen Artikel 14 § 2*bis* vorgesehenen Regelung der Zugangsbegrenzung unterlagen, hatten die klagenden Parteien also nie Zugang zu den in Artikel 10 des angefochtenen Dekrets festgelegten Vorrangsregelungen auf der Grundlage der Bescheinigung über die befürwortende Stellungnahme gemäß Artikel 14*sexies* des Dekrets vom 5. September 1994 oder der Zulassung zum Studium des zweiten Zyklus aufgrund von Artikel 14*sexies* desselben Dekrets.

B.3.4. Die klagenden Parteien können in ihrer Situation direkt und nachteilig durch Bestimmungen betroffen sein, die ihnen gegenüber eine zusätzliche Bedingung für den Zugang zum Studium des dritten Zyklus der Medizin einführen, nämlich eine besondere, durch eine universitätsübergreifende Kommission ausgestellte Bescheinigung, und die eine Vorrangsregelung einführen, in deren Genuß sie nicht gelangen können.

B.3.5. Die Einrede wird abgewiesen.

In bezug auf den Umfang der Klage

B.4. Der Hof muß die Tragweite der Nichtigkeitsklage auf der Grundlage des Inhaltes der Klageschrift bestimmen.

Die Klagegründe sind lediglich gegen die Artikel 3, 9 Absatz 1 und 10 Absatz 1 des Dekrets vom 27. Februar 2003 «zur Abänderung der Bestimmungen bezüglich des Studiums im Bereich der Gesundheitswissenschaften im Dekret vom 5. September 1994 zur Regelung des Universitätsstudiums und der akademischen Grade sowie im Gesetz vom 27. Juli 1971 über die Finanzierung und die Kontrolle der Universitätseinrichtungen» gerichtet. Im übrigen können nur diese Bestimmungen sich direkt auf die Lage der klagenden Parteien auswirken.

Folglich beschränkt der Hof seine Prüfung auf diese Bestimmungen.

Zur Hauptsache

B.5. Die von den klagenden Parteien angeführten drei Klagegründe gründen auf dem Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung, der durch die Artikel 10, 11 und 24 § 4 der Verfassung garantiert wird, sowie auf dem Recht auf Unterricht, das durch Artikel 24 § 3 der Verfassung garantiert wird, in Verbindung mit Artikel 2 des ersten Zusatzprotokolls zur Europäischen Menschenrechtskonvention und Artikel 13 des Internationalen Paktes über wirtschaftliche, soziale und kulturelle Rechte, gegebenenfalls in Verbindung mit Artikel 2 dieses Paktes.

In den drei Klagegründen wird jeweils ein Aspekt einer einzigen Diskriminierung infolge des Anwendungsbereichs *ratione personae* des angefochtenen Dekrets dargelegt; dieses behandle die in einem Studienjahr des zweiten oder dritten Zyklus der Medizin vor dem akademischen Jahr 2000-2001 eingeschriebenen Studenten auf die gleiche Weise wie die Studenten, die zum ersten Mal im zweiten Zyklus während des akademischen Jahres 2000-2001 oder danach eingetragen gewesen seien, obwohl diese Kategorien von Studenten wesentlich unterschiedlich seien hinsichtlich ihrer Perspektiven auf den Zugang zum dritten Zyklus der Medizin.

Vor dem angefochtenen Dekret sei die durch den ehemaligen Artikel 14 § 2*bis*, der in das Dekret vom 5. September 1994 durch ein Programmdekret van 25. Juli 1996 eingefügt worden sei, eingeführte Regelung über die Begrenzung des Zugangs zum dritten Zyklus nicht auf die Studenten anwendbar gewesen, die vor dem akademischen Jahr 2000-2001 in einem Studienjahr des zweiten oder dritten Zyklus eingeschrieben gewesen seien.

Der erste Klagegrund

B.6. Der erste Klagegrund ist daraus abgeleitet, daß die Artikel 3 und 9 des angefochtenen Dekrets für die vor dem akademischen Jahr 2000-2001 im zweiten Zyklus eingeschriebenen Studenten eine Zugangsbegrenzung zum Studium des dritten Zyklus einführen, die für sie nicht bestanden habe, als sie ihr Medizinstudium begonnen und fortgesetzt hätten. Da diese Bestimmungen «die legitimen Hoffnungen der Kläger zunichte machen», hätten sie «die Wirkung einer rückwirkenden Norm», die jeglicher Rechtfertigung entbehre.

B.7.1. Der Hof muß prüfen, ob die angefochtenen Bestimmungen, indem sie keine ähnliche Übergangsbestimmung wie diejenige des ehemaligen Artikels 14 § 2*bis* des Dekrets vom 5. September 1994 vorsehen, nicht auf diskriminierende Weise die Rechte der klagenden Parteien verletzt haben.

B.7.2. Das durch Artikel 24 § 3 der Verfassung garantierte Recht auf Unterricht steht nicht einer Regelung über den Zugang zum Unterricht, insbesondere zu dem über die Schulpflicht hinaus erteilten Unterricht, entsprechend den Bedürfnissen und den Möglichkeiten der Gemeinschaft und des Einzelnen im Wege. Artikel 2 des ersten Zusatzprotokolls zur Europäischen Menschenrechtskonvention und Artikel 13 des Internationalen Paktes über wirtschaftliche, soziale und kulturelle Rechte - gegebenenfalls in Verbindung mit Artikel 2 dieses Paktes - sprechen ebenfalls nicht, wenn man sie mit Artikel 24 der Verfassung verbindet, dagegen, daß der Zugang zum Hochschulunterricht Bedingungen bezüglich der Fähigkeit der angehenden Studenten unterliegt, sofern der Gleichheitsgrundsatz dabei beachtet wird.

B.8.1. Als eine Regelung zur Begrenzung des Zugangs zum dritten Zyklus der Medizin durch das Programmdekret vom 25. Juli 1996 eingeführt wurde, wurde folgendes hervorgehoben: «Diese Bestimmungen finden nicht Anwendung auf Studenten, die vor dem akademischen Jahr 2000-2001 in einem Studienjahr des zweiten und dritten Zyklus eingeschrieben waren. Sie betreffen also nicht die Studenten, die vor dem akademischen Jahr 1997-1998 ihr Medizinstudium begonnen haben, vorausgesetzt, sie haben ihre dritte Kandidatur vor dem akademischen Jahr 1999-2000 bestanden» (*Parl. Dok.*, Rat der Französischen Gemeinschaft, 1995-1996, Nr. 96/4, SS. 2-3). «Wesentlich ist, daß bereits jetzt ein Signal erteilt wird und die Studenten, die sich künftig einschreiben werden, nunmehr darauf hingewiesen werden, daß der Zugang zu den medizinischen Berufen ihnen nicht garantiert wird» (*Parl. Dok.*, Rat der Französischen Gemeinschaft, 1995-1996, Nr. 96/1, S. 5, und Nr. 96/4, S. 16).

B.8.2. Indem der ehemalige Artikel 14 § 2bis für die Studenten, die vor dem akademischen Jahr 2002-2001 in einem Studienjahr des zweiten oder dritten Zyklus der Medizin eingeschrieben waren, eine unterschiedliche Behandlung vorsah, stützte er sich implizit auf die legitimen Erwartungen dieser Studenten und ihre Unmöglichkeit, die Regelung zur Begrenzung des Zugangs zum Studium des dritten Zyklus zu dem Zeitpunkt zu kennen, als sie sich für den Beginn ihres Medizinstudiums entschieden.

Dieses Unterscheidungskriterium erschien dem Dekretgeber ausreichend objektiv und sachdienlich, um die im ehemaligen Artikel 14 § 2bis, abgeändert durch ein Dekret vom 14. Juli 1997, enthaltene Übergangsbestimmung zu rechtfertigen, wonach diese Studenten nicht einer Regelung zur Begrenzung des Zugangs zum Studium des dritten Zyklus unterliegen würden, selbst bei einem Mißerfolg während des zweiten Zyklus. In den Vorarbeiten zum Dekret vom 14. Juli 1997 war nämlich vorgesehen, daß ein 1999-2000 im ersten Doktorat eingeschriebener Student im Falle eines Mißerfolgs «nicht im Besitz einer Bescheinigung sein muß, um den dritten Zyklus zu beginnen» (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 1996-1997, Nr. 164/4, S. 13).

B.8.3. Die vor dem akademischen Jahr 2000-2001 im zweiten Zyklus eingeschriebenen Studenten konnten sich also zu Recht auf diese Übergangsbestimmung stützen, um vernünftigerweise davon auszugehen, daß sie freien Zugang zum Studium des dritten Zyklus der Medizin haben würden.

B.9.1. Indem Artikel 3 des angefochtenen Dekrets diese Übergangsbestimmung aufhebt, schränkt er den Zugang der klagenden Parteien zum Studium des dritten Zyklus der Medizin ein in einer Weise, die für sie unvorhersehbar war, als sie das Studium der Medizin begonnen und fortgesetzt haben.

B.9.2. Es obliegt zwar grundsätzlich dem Gesetzgeber zu beurteilen, ob eine Gesetzesänderung mit Übergangsmaßnahmen verbunden sein muß, doch er darf nicht ohne objektive Rechtfertigung die Rechte einschränken, die er selbst durch eine Übergangsbestimmung geschaffen hat, um die rechtmäßigen Erwartungen einer Kategorie von Personen zu schützen, indem er diese Bestimmung abschafft, bevor sie ihre volle Wirkung entfaltet hat.

B.9.3. Weder in den Vorarbeiten noch in den Schriftsätzen der Regierung der Französischen Gemeinschaft ist jedoch die Rechtfertigung der heutigen Gleichbehandlung von Situationen, die der Gesetzgeber zuvor unterschiedlich behandelte, ersichtlich - und der Hof erkennt sie ebenfalls nicht.

Die Anwendung einer föderalen Zugangsbegrenzung zu den Titeln als Allgemeinmediziner und als Facharzt - im Rahmen der föderalen Zuständigkeit für die Regelung des Zugangs zum Beruf - mit Wirkung zum 1. Januar 2004 kann den Gemeinschaftsgesetzgeber in der Ausübung seiner Zuständigkeit für die Regelung des Zugangs zum Studium nicht von der Einhaltung des Grundsatzes der Gleichheit und Nichtdiskriminierung im Zugang zum Studium befreien, der durch die Artikel 10, 11 und 24 der Verfassung garantiert wird.

B.9.4. Insofern die Artikel 3 und 9 Absatz 1 des Dekrets vom 27. Februar 2003 auf die vor dem akademischen Jahr 2000-2001 in einem Studienjahr des zweiten oder dritten Zyklus der Medizin eingeschriebenen Studenten Anwendung finden, sind sie nicht mit den Artikeln 10, 11 und 24 § 3 der Verfassung vereinbar.

Der zweite und der dritte Klagegrund

B.10. Im zweiten Klagegrund wird die durch Artikel 10 Absatz 1 des angefochtenen Dekrets eingeführte Übergangsbestimmung bemängelt.

Für die Erteilung der obenerwähnten Bescheinigungen sehe Artikel 10 Absatz 1 undifferenzierte Vorrangsregeln vor, obwohl nach Auffassung der klagenden Parteien die Situationen, auf die diese Vorrangsregelung Anwendung finde, nur auf die Studenten zutreffen könnten, die für das akademische Jahr 2000-2001 im ersten Jahr des Doktorats eingeschrieben gewesen seien, wobei folglich die Studenten ausgeschlossen seien, die wie die klagenden Parteien im akademischen Jahr 1999-2000 eingeschrieben gewesen seien. Folglich würden die klagenden Parteien von Amts wegen als «andere Bewerber» im Sinne von Artikel 10 Absatz 1 angesehen, was zur Folge habe, daß sie den dritten Rang unter den Antragstellern einer Zugangsbescheinigung erhielten.

B.11. Im dritten Klagegrund wird außerdem der Standpunkt vertreten, daß dieser nichtvorrangige dritte Rang der «anderen Bewerber» zwei wesentlich unterschiedliche Kategorien von Studenten, die nicht über die Stellungnahmen oder Bescheinigungen verfügten, von denen die vorgesehene Vorrangsregelung abhängt, auf die gleiche Weise behandle, nämlich die klagenden Parteien, die nie die Möglichkeit gehabt hätten, sich diese zu besorgen, da dieses Erfordernis einer Bescheinigung für sie nicht gegolten habe, und die anderen Studenten, für die dieses Erfordernis der Bescheinigung gegolten habe, die jedoch nicht die für deren Aushändigung erforderlichen Bedingungen erfüllt hätten.

B.12. Unter Berücksichtigung der in B.9.4 angeführten Feststellung ist Artikel 10 so auszulegen, daß er nicht auf die Studenten Anwendung findet, die vor dem akademischen Jahr 2000-2001 in einem Studienjahr des zweiten oder dritten Zyklus eingeschrieben waren.

Unter dem Vorbehalt dieser Auslegung sind die Klagegründe nicht annehmbar.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

- erklärt die Artikel 3 und 9 Absatz 1 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 27. Februar 2003 «zur Abänderung der Bestimmungen bezüglich des Studiums im Bereich der Gesundheitswissenschaften im Dekret vom 5. September 1994 zur Regelung des Universitätsstudiums und der akademischen Grade sowie im Gesetz vom 27. Juli 1971 über die Finanzierung und die Kontrolle der Universitätseinrichtungen» für nichtig, insofern sie auf die vor dem akademischen Jahr 2000-2001 für ein Studienjahr des zweiten oder des dritten Zyklus immatrikulierten Studenten Anwendung finden;

- weist die Klage vorbehaltlich der in B.12 dargelegten Auslegung zurück.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 16. Juni 2004.

Der Kanzler,

P.-Y. Dutilleux.

Der Vorsitzende,

M. Melchior.